

Discours de Bruno Cavagné, Président de la FNTP

Salon des Maires - Mardi 21 novembre 2017

Monsieur le Président de l'Association des Maires de France, Cher François Baroin,

Mesdames et Messieurs les maires,

Mesdames et Messieurs les élus,

Chers amis et collègues entrepreneurs de Travaux Publics,

Avant toute chose, merci à vous, François Baroin, d'avoir pris un peu de votre temps pour venir à notre rencontre. Ces trois journées sont, pour vous, un vrai marathon. Elles le sont plus encore cette année, puisque vous fêtez vos 100 ans. Mais, rassurez-vous, vous ne faites pas votre âge ! Aussi, pour respecter votre agenda, je vais m'efforcer d'être le plus concis possible. En tout cas, soyez assuré que nous sommes tous sensibles à votre présence à notre désormais traditionnel « déjeuner des 1000 maires ». Présence qui témoigne, je le crois, de l'intérêt, et même de l'amitié, que vous portez à nos métiers et à nos entrepreneurs.

Merci à vous tous : Maires, élus locaux, venus de toutes nos belles Régions. Fidèles de la 1^{ère} heure ou nouveaux venus, nous sommes heureux de vous accueillir ici, pour un moment d'échanges et de dialogue sur des sujets qui nous intéressent tous, comme le développement et la cohésion de nos territoires.

Merci - enfin – à nos Fédérations Régionales : à leurs Présidents, à leurs Secrétaires généraux, à tous nos entrepreneurs, sans lesquels notre manifestation ne connaîtrait pas le succès qui est le sien.

Lors de notre dernière rencontre, il y a 18 mois déjà, nous partagions le même constat sur l'action publique de notre pays. Et nous sommes tombés d'accord pour dire qu'il fallait **en finir avec les discours sans suite, les annonces sans lendemain et les décisions jamais mises en œuvre**. L'instabilité de la parole publique a fait trop de dégâts, ces derniers temps, dans vos rangs, comme dans les nôtres. Je ne reviendrai pas sur nos 8 années de crise traversées, et nos dizaines de milliers d'emplois perdus.

C'est pour cette raison que **nous avons décidé de faire cause commune** pour demander au gouvernement de l'époque, et au-delà, aux candidats à l'élection présidentielle, de **redonner de la visibilité et de la stabilité aux décideurs publics que vous êtes, comme aux entrepreneurs que nous sommes**. Il n'y a pas d'autre condition pour préparer l'avenir avec sérénité et retrouver le chemin de l'investissement, public, comme privé.

Forts de ce constat, nous avons mis à profit la longue séquence électorale de 2016 et 2017, pour **aller à la rencontre des Français, et au contact de nos territoires**. C'était le sens des **débats participatifs et citoyens** que nous avons organisés partout en France. Il s'agissait, pour nous de :

- **mieux comprendre les fractures** qui se sont dessinées, notamment à l'occasion de l'élection présidentielle,
- **évaluer les besoins** en équipements et en infrastructures de chacun de nos territoires, qu'ils soient urbains, péri-urbains ou ruraux,
- **écouter les attentes** de nos concitoyens, où qu'ils vivent et quel que soit leur âge et leur parcours.

De cette vaste consultation, il est ressorti des **conclusions claires et convergentes**, qui échappent encore malheureusement à certains cercles parisiens, qui ont tendance à vivre en vases clos.

- Que **l'état de nos infrastructures s'est assez nettement dégradé** ces dernières années sans que le sommet de l'Etat s'en inquiète réellement, (information pourtant confirmée par les classements internationaux),
- **Qu'il subsiste des « trous dans la raquette » sur notre territoire**, même si il est plutôt bien irrigué en infrastructures, (je pense évidemment au numérique, à certaines infrastructures routières, mais aussi à la Grande vitesse ferroviaire dans le Sud-Ouest de la France...)
- Que **les infrastructures conditionnent tout**, de l'accès à l'emploi à l'accès à la santé, en passant par l'accès à la formation, aux loisirs, à la culture ...
- Qu'il n'y a pas de compétitivité, de cohésion et de développement durable des territoires, sans infrastructures modernes, c'est-à-dire connectées, et de qualité.

Dernier élément de constat de ces débats, nous avons pu mesurer à quel point **les Français rencontrés souhaitaient que nos politiques s'emparent rapidement de ces sujets** et qu'ils agissent ... qu'ils agissent vite.

Pour redynamiser l'investissement public, national et local, et répondre aux besoins et aux attentes que je viens d'évoquer, il faut bien sûr renouer tous les fils de la confiance.

A tous les niveaux et entre tous les acteurs : Etat, collectivités locales, entreprises de Travaux Publics.

Pour ce qui concerne **nos relations maires-entrepreneurs de TP, elles sont anciennes, et je ne crois pas qu'elles se soient un jour vraiment et durablement dégradées** ... vous avez besoin de nous pour vous faire des propositions innovantes et nous avons besoin de vous pour garnir nos carnets de commande.

Je n'en dirai pas tant des relations que nous entretenons avec la sphère gouvernementale. La confiance n'a pas toujours été au rendez-vous, loin s'en faut. Nos relations ont souvent été heurtées, parfois même chaotiques lorsque la parole publique perdait trop en crédibilité. Nous sommes des entrepreneurs, et il ne faut pas nous promettre la lune quand on est sûr de ne pas l'atteindre. Il n'est pas dans mon tempérament de ne pas dire les choses. Et je dois reconnaître que **depuis quelques mois le climat a changé entre notre secteur et le nouveau**

Gouvernement. Nous commençons à y voir plus clair et c'est une bonne nouvelle pour tous nos entrepreneurs et tous nos salariés. **Une nouvelle gouvernance et de nouveaux outils de la politique d'infrastructures se mettent en place.** Les Assises de la Mobilité ont ouvert le débat, le Conseil d'Orientation des Infrastructures va faire des choix, et surtout prévoir les financements nécessaires et la loi d'orientation des mobilités fixera le cap pour les 5 à 10 ans qui viennent. C'est une bonne démarche que nous avons appelée de nos vœux. Il faudra demain engager la même dans le domaine de l'eau.

Venons-en enfin aux **relations qui sont les vôtres avec le nouvel exécutif.** Permettez-moi quelques remarques d'observateur ... qui feront surement réagir François Baroin. Je suis d'autant mieux placé pour les faire **que je plaide depuis longtemps pour un Pacte de Confiance entre l'Etat et les Collectivités.** Je ne suis pas sûr que le compte y soit à l'heure qu'il est. Mais je pense que **le choix fait de ne pas baisser à la hache les dotations pour tous est plutôt une bonne mesure, en tout cas protectrice de vos capacités à aménager vos territoires.** Je souhaite et je continuerai à plaider pour que les prochaines étapes de la Conférence des Territoires permettent de parvenir enfin à un vrai Pacte de Confiance.

Réinvestir la France et nos territoires est une nécessité absolue, nous le savons tous. Et jamais les circonstances n'ont été aussi favorables pour y parvenir et répondre aux attentes et aux besoins quotidiens de nos concitoyens. Je pense en particulier aux conditions de financement des projets. Alors ne ratons pas le coche et saisissons tous ensemble la chance qui se présente à nous.

Merci de votre attention.